

BANQUE

En quête de recettes pour alléger la pression fiscale sur les classes moyennes, le gouvernement Meloni relance son idée de mettre le secteur bancaire à contribution.

Olivier Tosseri
— Correspondant à Rome

Aller trouver l'argent où il se trouve : auprès des banques. Cette évidence est devenue la tradition de rentrée du gouvernement italien avant même de se lancer dans l'épineuse élaboration du budget d'une nation qui croule sous une dette de 135 % du PIB. Le ministre italien de l'Economie et des Finances, Giancarlo Giorgetti, a récemment relancé l'idée d'une contribution des banques destinée à renforcer les finances publiques. En juillet, le ministre avait déjà critiqué les banques à qui il reprochait de mettre la priorité sur la gestion de patrimoine, plutôt que sur le soutien aux entreprises et à l'économie réelle. Il les enjoignait à agir davantage pour le crédit et l'investissement.

Le grand argentier de Giorgia Meloni est revenu à la charge à la fin du mois d'août. « Le gouvernement a fait son travail afin que les banques prennent leurs responsabilités en aidant les familles », estime-t-il, mettant en avant la bonne réputation de l'Italie à l'étranger. Cela a permis d'améliorer sa crédibilité auprès des agences de notation et de faire tomber le spread à son plus bas niveau depuis quinze ans. De quoi porter les résultats des instituts de crédit à des niveaux record. Selon le syndicat FISAC CGIL, les sept principales banques italiennes ont enregistré en 2024 des bénéfices cumulés d'environ 25 milliards d'euros.

« Effort de solidarité nationale »

Le gouvernement étudie diverses options pour financer des baisses d'impôts prévues dans le budget

2026 sans compromettre son engagement de ramener le déficit public sous la barre des 3 % du PIB dès l'an prochain. Les banques pourraient ainsi être mises à contribution. C'est ce qu'affirment des parlementaires de la majorité évoquant de possibles négociations dans les prochaines semaines dès que le cadre de la prochaine loi de finances sera connu. Elle doit être soumise au Conseil des ministres à la mi-octobre.

Cette proposition réveille de mauvais souvenirs pour le secteur bancaire. Ceux de l'été 2023 lorsque Giorgia Meloni avait annoncé une taxe de 40 % sur les superprofits des banques. Elles avaient fini par y échapper en échange d'une contribution au financement du budget italien de plus de 4 milliards d'euros. A l'automne 2024, le gouvernement avait réitéré son injonction à un « effort de solidarité nationale ». Un accord stipulait d'étaier en 2025 et 2026 les crédits d'impôt auxquels ont droit les banques et les assurances, afin de dégager 3,5 milliards de liquidités pour le Trésor public. Giancarlo Giorgetti envisage de renouveler un accord similaire.

Un gouvernement divisé

La Fabi, la fédération bancaire italienne, par la voix de son secrétaire général Lando Maria Sileoni, rappelle que « rien ne pourra être fait sans accord entre les représentants du secteur bancaire et le gouvernement. Les banques contribuent déjà grandement aux questions sociales et à la lutte contre la pauvreté. Elles assument déjà leurs responsabilités. Aucune table ronde n'a pour l'instant été convoquée ».

Si elle devait l'être, le gouvernement présenterait un front divisé sur cette question. « Les banques doivent payer des impôts et contribuer, mais ne doivent pas être surprises ou réprimandées », insiste Antonio Tajani, vice-président du Conseil et leader de Forza Italia, l'un des trois partis de la coalition au pouvoir. Il réfute une « logique punitive à l'égard des banques qui paient déjà plus d'impôts que les autres entreprises. Mieux vaut une synergie avec le secteur pour favoriser les investissements et l'octroi de prêts pour soutenir la croissance ». ■

